

La périphérie se « dénéerlandise »

BRUXELLES Une étude montre que la majorité des nouveaux arrivants sont étrangers

► La Flandre cherche la meilleure façon d'accueillir les nouveaux habitants des communes autour de Bruxelles.

► 63 % de ces personnes sont de nationalité étrangère.

D'ici à 2020, Bruxelles atteindra près d'1,5 million d'habitants, contre 1,2 million aujourd'hui, et alors que les Bruxellois étaient descendus sous la barre du million en 1995. Cette explosion démographique, prise à bras-le-corps par les autorités bruxelloises, préoccupe également la Flandre, et singulièrement la province du Brabant flamand et les communes périphériques de la Région capitale. La province vient d'ailleurs de publier une étude sur les nouveaux courants d'apport de population dans la périphérie flamande, appelée à faire parler d'elle. C'est que, chargée jusqu'à présent de l'accueil des nouveaux arrivants, de l'organisation de leur parcours d'intégration (obligatoire en Flandre) et de celle des cours de langue néerlandaise qui leur sont destinés, la province du Brabant flamand perdra cette compétence au 1^{er} janvier 2015 au bénéfice de la Région flamande. Une conséquence de la sixième réforme de l'Etat. Et la province estime donc nécessaire d'éclairer les futures autorités en la matière sur la façon d'accueillir ces nouveaux Flamands, dont 51 %... proviennent de Bruxelles.

Car Bruxelles déborde d'habitants, qui vont s'installer dans ces communes. Et il ne s'agit plus, comme une partie de la population flamande le dénonce depuis des lunes, d'une population francophone et aisée qui va chercher en périphérie un coin de verdure,

menaçant ainsi, selon ces Flamands, l'intégrité linguistique du territoire – ils parlaient jusqu'ici de « francisation » de la périphérie pour désigner ce phénomène –, mais d'une population bigarrée, aux origines multiples, et qui le plus souvent parle une langue étrangère à la maison.

Aujourd'hui, on ne parle d'ailleurs plus autour de Bruxelles de « francisation », mais bien de « dénéerlandisation ».

Il est vrai, rappelle l'étude, que 61,6 % de la population bruxelloise est d'origine étrangère, contre environ 16,2 % dans le Brabant flamand. Mais selon le rapport, ce ne sont pas tant des Bruxellois d'origine qui vont s'installer en périphérie que de nouveaux arrivants en Belgique : 50 % d'entre les quelque 400 personnes sondées, domiciliées en périphérie depuis moins de deux ans et représentant quelque mille familles, sont en Belgique depuis moins de cinq ans.

Dans le détail, 63 % de ces personnes sont étrangères, 7 % possèdent deux nationalités dont la belge, et 29 % sont belges. Et pour aller encore plus loin, 34 % d'entre eux sont originaires d'Afrique subsaharienne, 17 % ont leurs racines au Maghreb, et 11 % sont issus d'un pays de l'Union européenne.

Les sondés ont également été interrogés sur la langue qu'ils parlent à domicile. Dans 59 % des cas, il s'agit du français, l'arabe est pratiqué par 20 % des nouveaux arrivants et l'anglais par 14 % d'entre eux, alors que ceux qui parlent néerlandais ne sont que 20 %.

« Une réaction proactive »

Autre sujet de préoccupation pour la province : 53 % des enfants de ces familles inscrits dans

l'enseignement primaire le sont à Bruxelles, et cette proportion monte à 83 % pour les élèves inscrits en secondaire.

« La rapidité de l'évolution de la population et le nombre de nouveaux habitants demandent une réaction proactive de la part des politiques, services, organisations et associations », souligne l'étude. Qui dispense à l'adresse du gouvernement flamand une série de recommandations, dont le développement d'une politique d'accueil systématique. Il conviendrait, soulignent les auteurs, d'organiser des guichets d'orientation pour ces nouveaux arrivants, mais aussi de reconnaître et de renforcer le rôle des écoles dans leur fonction d'accueil. Les écoles, ajoutent-ils, présentent l'avantage de permettre des plages de dialogue plus informelles qui permettent d'orienter les nouveaux arrivants vers les services ad hoc.

Selon l'Ibsa (l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse), entre 2006 et 2009, derniers chiffres disponibles, le solde migratoire entre Bruxelles et le Brabant flamand s'élève à quelque 7.000 personnes par an en faveur de la province. ■

PIERRE VASSART

LESCHEUNE

59 %

C'est la proportion de familles sondées qui déclarent parler le français à la maison. A noter que 53 % des enfants issus de la totalité de l'échantillon sondé qui sont inscrits dans l'enseignement primaire le sont à Bruxelles, et que cette proportion grimpe à 83 % pour les enfants inscrits dans l'enseignement secondaire.

P.V.

intégration

Ils veulent parler néerlandais

L'étude a de quoi rassurer les autorités flamandes : les nouveaux arrivants en périphérie bruxelloise expriment la volonté d'apprendre le néerlandais ou d'en perfectionner les connaissances. Cinq pour cent seulement des sondés indiquent que s'ils apprennent la langue de

Vondel, c'est par pure obligation. Et s'ils sont 24 % à affirmer qu'ils doivent l'apprendre pour des raisons professionnelles contre 4 % parce qu'ils trouvent la langue « intéressante », 21 % d'entre eux souhaitent pouvoir s'exprimer plus facilement dans leurs contacts quotidiens, avec leurs voisins par exemple. Le souci d'intégration (12 %) et celui d'être en phase avec les enfants (11 %) représentent également une bonne part des motivations des nouveaux apprenants.

L'étude suggère donc de multiplier les initiatives d'apprentissage informel, et de citer une série d'initiatives déjà existantes dans les communes étudiées, tel un « Café Combinne » où l'on

s'entraide... en néerlandais. Elle suggère également d'apporter un soutien aux initiatives de ce type émanant des communes elles-mêmes, et incite par ailleurs ces dernières à adopter une politique active en matière de lutte contre les discriminations, mais aussi en matière d'offre de logements de qualité et à des prix abordables, afin, en quelque sorte, de permettre aux nouveaux venus de développer un sentiment positif vis-à-vis de leur terre d'accueil.

Dans quelques semaines, la balle de l'intégration linguistique sera dans le camp du gouvernement de Geert Bourgeois (N-VA). ■

P.V.